

SOCIÉTÉ

Chômeurs et intermittents inquiets pour leur avenir

Par Julie Langlois

Posté le 03/03/2011 à 17:57 | lu 541 fois | 0 réaction |



@ Julie Langlois

Ce jeudi, devant l'Opéra de Lyon, une trentaine de personnes étaient rassemblées aux côtés de la CGT-PEP (syndicat des privés d'emploi et précaires) et des associations d'intermittents du spectacle. Une manifestation qui intervenait en pleine négociation, au plan national, sur l'avenir de la convention UNEDIC.

"Dans ces circonstances difficiles de crise économique, il faut maintenir les indemnités chômage". Inscrite sur une banderole, c'était l'une des revendications portée ce jeudi par le syndicat CGT-PEP (Privés d'Emploi et Précaires) du Rhône à Lyon. Soutenue par des associations comme le SFA (syndicat français des artistes), la CGT-PEP réclamait également l'arrêt des radiations des listes du chômage et le maintien des indemnités jusqu'au retour à l'emploi.

Le mouvement, d'ampleur nationale, a rassemblé ce jeudi à Lyon seulement une trentaine de personnes, des chômeurs, des intérimaires, des intermittents et des précaires venus "dénoncer le plan d'austérité mis en place par le gouvernement et le patronat". Ils ont revendiqué le fait que ce plan fragilise leur situation. Anaïs Cintas notamment, représentante de la CGT-PEP du Rhône a expliqué : "de nombreuses personnes touchent seulement 400 euros par mois, et vivent dans leur voiture. Donc avec le RSA, ce n'est pas possible de vivre décemment".

"300 000 personnes radiées des listes du chômage"

Ce jeudi avait lieu la troisième journée de négociations entre syndicats de salariés et syndicats patronaux au siège national du Medef pour mettre en place la nouvelle convention d'assurance chômage. Le Medef appellerait, selon la CGT, à faire des efforts car les caisses de l'Unedic sont déficitaires. Pour la CGT-PEP au contraire, "il ne faut pas exclure un grand nombre de demandeurs d'emploi de l'indemnisation" en période de crise. "La convention UNEDIC que le Medef veut reconduire a permis de conduire un million de personnes en fin de droit et 300 000 personnes ont été radiées des listes du chômage ces dernières années. De plus, le Medef veut baisser l'indemnisation des seniors", regrette la jeune secrétaire générale de la CGT-PEP du Rhône.

Les négociations prendront fin officiellement le 10 mars à Paris, date de la dernière rencontre entre syndicats et patronat. La convention chômage devra, quant à elle, être adoptée fin mars.

Mots-clés : Rhône , anaïs cintas , UNEDIC , Medef , CGT PEP

Note : 5/5 (3 notes attribuées)

A lire également sur lyoncapitale.fr

Les aînés de Lyon : "entre ignorance et considération intéressée"

"Les immigrés rapportent 12 milliards d'euros par an à la France"

Femmes des quartiers : le CIDFF les aide à créer leur entreprise

+ PARTAGER